

CONFERENCE DE M^{ME} RACHEL ATALLAH

**Mesdames, Messieurs,
Bonjour,**

Permettez-moi de me présenter d'abord. Je suis Rachel Atallah de Beit Chabab. J'ai un master 2 d'économie et un autre de gestion scolaire. J'ai travaillé 15 ans à Dubaï où j'ai participé, avec l'ambassade de France aux Emirats, à la construction et au développement du Lycée Georges Pompidou. Rentrée au Liban en 2011, j'ai décidé avec mes frères de poursuivre la mission éducative de la famille qui a ouvert la première école francophone du Metn, « La Renaissance », par décret du Général Sarraïl en 1924. C'est ainsi que le Lycée Montaigne a été inauguré en 2012.

Maintenant que je me suis présentée, je souhaite aborder avec vous notre sujet d'actualité qui concerne l'éducation au Liban par les temps actuels, et particulièrement l'éducation francophone, fierté du Liban, et tous les défis et obstacles qu'elle a à relever et à surmonter par les temps qui courent. Je serai assez brève pour pouvoir engager un débat, questions-réponses, afin d'éclaircir davantage les divers points de mon exposé.

Les établissements francophones au Liban, qu'ils soient des écoles, des universités ou d'autres institutions éducatives, se trouvent aujourd'hui face à des défis immenses dans un contexte de crise économique, sociale et politique sans précédent, qui affecte tous les secteurs de la société, y compris l'éducation. Pour un établissement francophone, les enjeux sont multiples et complexes, touchant à la fois les infrastructures, les ressources humaines, la pédagogie, la relation avec la communauté éducative, mais aussi la mutation socio-culturelle libanaise.

1. Défis économiques et financiers

Le premier défi auquel font face les établissements francophones au Liban est d'ordre économique. La dévaluation de la livre libanaise par rapport aux devises étrangères a considérablement réduit le pouvoir d'achat des familles et des institutions. Les écoles, qui dépendent en grande partie des frais de scolarité pour leur fonctionnement, voient leurs revenus diminuer drastiquement. Nombre d'entre elles ont traditionnellement fixé leurs frais en livres libanaises, mais avec l'effondrement de la monnaie locale, les recettes sont devenues insuffisantes pour couvrir les coûts de fonctionnement qui sont en dollars, ainsi que les coûts liés aux salaires des enseignants et du personnel administratif. C'est pourquoi, tous les établissements ont intégré une contribution partielle en dollars aux frais de scolarité.

Pour un établissement francophone, souvent dépendant des réseaux internationaux et d'organismes étrangers ou religieux, comme pour les établissements à investissements privés, la gestion des finances est devenue un casse-tête. Les fonds en devises étrangères, nécessaires pour payer les fournisseurs locaux et internationaux, se raréfient. De plus, l'accès aux comptes bancaires en devises est limité par les restrictions imposées par les banques locales, amplifiant ainsi les difficultés financières.

2. Défis infrastructurels et énergétiques

La crise énergétique au Liban pose également un problème majeur. Les coupures d'électricité fréquentes et prolongées obligent les écoles à s'équiper de générateurs ou de systèmes photovoltaïques, augmentant ainsi les coûts de fonctionnement déjà élevés. Les pénuries récurrentes de carburant aggravaient la situation, rendant l'alimentation électrique irrégulière et imprévisible. Ces interruptions affectaient non seulement le confort et la sécurité des élèves et du personnel, mais elles perturbaient également le déroulement des cours, notamment ceux nécessitant l'usage d'outils technologiques.

Les infrastructures des établissements sont également mises à rude épreuve. Les bâtiments vieillissants nécessitent des réparations et des améliorations, mais le financement manque faute de crédits bancaires. Les ressources pour maintenir une infrastructure de qualité sont souvent insuffisantes, ce qui peut entraîner des conditions d'apprentissage moins favorables et une baisse de la motivation des élèves.

3. Défis pédagogiques et technologiques

Sur le plan pédagogique, les établissements francophones doivent faire face à l'impact de la crise sur la qualité de l'enseignement. La formation continue des enseignants est un aspect crucial pour maintenir un haut niveau éducatif, mais les opportunités de développement professionnel sont

limitées par les contraintes budgétaires dans de nombreux établissements. En outre, l'accès limité à la technologie et aux ressources numériques, essentiel pour l'enseignement moderne, est un défi supplémentaire. Les enseignants doivent souvent improviser et trouver des solutions innovantes pour assurer la continuité pédagogique, notamment en période de crise sanitaire où l'enseignement à distance est devenu nécessaire.

Les défis technologiques sont exacerbés par la crise économique. L'équipement numérique est coûteux et souvent inaccessible dans plusieurs régions, de divers milieux et pour de nombreuses familles, rendant difficile ainsi l'accès égalitaire à l'éducation pour tous les élèves. Les établissements doivent ainsi trouver des moyens pour réduire la fracture numérique tout en garantissant une éducation de qualité.

4. Défis socio-culturels et linguistiques - Concurrence de l'enseignement anglophone

Un autre défi majeur pour les établissements francophones est la préservation de la culture et de la langue françaises dans un contexte de crise. Le Liban est un pays multilingue où le français occupait une place importante dans le système éducatif, mais la crise actuelle menace cette diversité linguistique. La tentation de se tourner vers d'autres systèmes éducatifs, perçus comme plus accessibles ou moins coûteux, peut entraîner une érosion du rôle du français dans l'éducation.

C'est ainsi que les établissements francophones redoublent d'efforts pour promouvoir la francophonie, non seulement comme élément éducatif, mais aussi comme un vecteur de diversité culturelle et d'ouverture sur le monde. Cette mission est rendue plus difficile par le besoin de s'adapter aux réalités économiques et sociales locales, tout en maintenant un haut niveau de qualité pédagogique.

Les établissements homologués par l'AEFE et le Ministère français de l'Éducation Nationale, appelés à juste titre « établissement français au Liban », jouent un rôle important dans le paysage éducatif du pays depuis de nombreuses décennies. Ils représentent une part significative de l'infrastructure éducative, offrant une éducation conforme au système éducatif français tout en respectant les spécificités culturelles et linguistiques libanaises. Leur présence remonte à l'époque du mandat français, et depuis, ils sont devenus un pilier de l'enseignement au Liban, avec une réputation d'excellence académique qui attire de nombreux élèves chaque année.

Comme la devise de la MLF le dit si bien : « *Deux cultures - Trois langues* »

Ces établissements suivent généralement le programme de l'Éducation nationale française, ce qui signifie que les élèves étudient les matières traditionnelles françaises telles que les mathématiques, les sciences, l'histoire, et la géographie, tout en apprenant le français comme langue principale d'enseignement. De plus, l'apprentissage des langues étrangères est également très encouragé, afin de permettre aux élèves de développer leurs compétences multilingues. Cette approche intégrée vise à former des individus ouverts sur le monde, capables de s'adapter à divers environnements culturels et linguistiques.

L'enseignement dans les écoles françaises est souvent perçu comme étant de haute qualité, avec une forte discipline académique et des méthodes pédagogiques rigoureuses. Ces écoles sont aussi connues pour leurs infrastructures modernes et leurs activités périscolaires enrichissantes, qui complètent le curriculum académique en offrant des opportunités de développement personnel et social. Certains de ces établissements commencent à se qualifier d'ailleurs pour dispenser le Baccalauréat Français International et intégrer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans leurs pratiques pédagogiques. En conséquence, ces écoles attirent non seulement des familles francophones, mais aussi des familles arabophones ou anglophones, qui cherchent à offrir une éducation internationale de qualité à leurs enfants.

Cependant, les établissements français au Liban font face à une concurrence croissante de la part des établissements anglophones. Cette concurrence s'est intensifiée au cours des dernières années, notamment avec l'essor de la mondialisation et la prédominance croissante de l'anglais comme langue internationale de communication.

Les parents libanais, de plus en plus conscients de l'importance de l'anglais dans le monde moderne, sont attirés par les écoles anglophones pour leurs enfants. Ces établissements proposent souvent un enseignement qui met l'accent sur les compétences en anglais dès le plus jeune âge, ce qui peut être un atout pour les élèves dans un contexte globalisé.

La concurrence entre les établissements français et anglophones est donc multidimensionnelle. Elle repose non seulement sur la langue d'enseignement, mais aussi sur les méthodologies pédagogiques, les perspectives d'avenir, et la capacité à s'adapter aux besoins changeants de la société libanaise et du marché mondial de l'éducation. Les établissements francophones doivent

se renouveler et innover pour rester attractifs, en diversifiant leur offre éducative et leur ouverture au monde et aux universités internationales.

En réponse à cette concurrence, certains établissements français au Liban ont renforcé non seulement l'enseignement des langues, mais aussi en développant l'orientation et l'interdisciplinarité et en mettant également l'accent sur l'enseignement des sciences et des technologies numériques, afin de préparer les élèves aux carrières du futur. De plus, certaines écoles françaises adoptent des approches pédagogiques flexibles, intégrant des méthodes d'apprentissage actives et des technologies numériques éducatives (tableaux interactifs TBI, classes mobiles, cours projetés interactifs, classes inversées, etc.), pour rendre l'apprentissage plus attrayant et plus engageant. Ceci afin d'accompagner les jeunes générations qui deviennent de plus en plus impatientes et inattentives, habitués maintenant d'obtenir tout et tout de suite, en un clic !

Il est également important de noter que la rivalité entre les établissements français et anglophones ne se déroule pas seulement au niveau des écoles, mais aussi des universités. Les universités francophones, telles que l'Université Saint-Joseph (USJ) ou l'université du Saint-Esprit à Kaslik (USEK), font face à la concurrence des universités anglophones comme l'Université Américaine de Beyrouth (AUB) ou l'Université Libano-Américaine (LAU). A cet égard, il est utile d'ajouter que les élèves qui viennent des établissements français réussissent nettement bien dans les universités anglophones. C'est pourquoi, je rencontre souvent des parents anglophones, libanais ou étrangers, qui insistent à donner à leurs enfants une éducation à la française, basée sur une éducation latine profonde et globale, avant de les mettre dans les universités anglophones.

En fin de compte, il faut savoir que la coexistence des établissements français et anglophones au Liban enrichit le paysage éducatif du pays, offrant une diversité d'options éducatives qui répondent aux besoins et aux aspirations variées des familles libanaises. Chaque type d'établissement a ses propres forces et sa propre identité, contribuant à une éducation qui est à la fois locale et globale. Les établissements français continuent de jouer un rôle clé en promouvant la culture et la langue françaises, tout en s'adaptant aux exigences d'un monde de plus en plus tourné vers l'international.

5. Défis de la mobilisation et de la motivation des personnels

La crise affecte également le moral et la motivation des personnels enseignants et administratifs. Avec des salaires souvent payés en livres libanaises et dévalorisés par l'inflation, les conditions de vie des enseignants se dégradent, impactant leur engagement et leur capacité à se consacrer pleinement à leur mission éducative. Le recrutement et la rétention du personnel qualifié deviennent des défis, car beaucoup cherchent des opportunités à l'étranger ou dans des secteurs moins touchés par la crise. Un nombre non négligeable d'enseignants de grande qualité a déjà quitté le Liban. C'est pourquoi, un pourcentage du salaire des enseignants et du personnel administratif se doit d'être payé en devises étrangères.

Les établissements doivent donc trouver des moyens pour soutenir et fidéliser leurs équipes, à travers des programmes de formation, de soutien psychosociologique, et en recherchant des solutions pour améliorer les conditions de leur travail, malgré les contraintes économiques. Avec l'augmentation des primes en dollars, on commence à voir déjà certains bons enseignants revenir, comme certains bons médecins d'ailleurs !

6. Défis de la relation avec les familles et la communauté

Enfin, la relation avec les familles et la communauté est cruciale pour un établissement francophone au Liban. La crise a exacerbé les inégalités sociales et économiques, affectant directement les familles des élèves. Les établissements doivent donc faire preuve de flexibilité et de sensibilité dans la gestion des frais de scolarité, tout en cherchant à soutenir les familles en difficulté. Cela implique une communication transparente et un dialogue constant pour maintenir la confiance et l'engagement de la communauté éducative.

Les établissements francophones doivent également jouer un rôle de soutien moral et psychologique, en offrant des ressources et un espace de dialogue pour les familles et les élèves touchés par la crise. Cela est essentiel pour maintenir une communauté scolaire soudée et résiliente.

7. Cas du Lycée Montaigne

Le Lycée Montaigne est donc fondé en 2012 par la famille Atallah. Il est affilié à la Mission Laïque Française, homologué par le ministre français de l'éducation, partenaire de l'AEFE. Avec 60 élèves

en 2012, il passe aujourd'hui à 1 100 élèves. Cette croissance rapide est due principalement à l'engouement et l'enthousiasme des familles pour l'éducation à la française que le Lycée Montaigne propose depuis son ouverture, au bien-être et à l'épanouissement, ainsi qu'à l'excellence académique qu'il assure.

Cela ne se mesure pas seulement par les 100% de réussites et de mentions, mais aussi et surtout par l'admission de nos bacheliers dans les plus importantes et les meilleures universités locales et internationales. Face à tous les défis précités, le Lycée Montaigne a réagi rapidement.

Afin de développer le plurilinguisme, nous avons introduit le français, l'arabe et l'anglais dès la Petite Section, croyant à juste titre en la capacité des plus jeunes, dès l'âge de 3 ans, à l'apprentissage des langues, ainsi que l'espagnol dès la 1^{ère} année du cycle 4, en 5^{ème}, et le chinois en activités périscolaires.

Dès l'ouverture du Lycée, nous avons développé le numérique, et suscité nos élèves à la robotique, à l'algorithmique et à la programmation, dès les cours moyens, pour faire face aux défis technologiques, en installant dans toutes les classes des tableaux interactifs, les fameux TBI, avec des ordinateurs dans chaque classe et des flottes de tablettes mobiles, en formant intensivement les enseignants à leurs utilisations pédagogiques. C'est pourquoi, dès le début de la crise sanitaire, nous avons été les premiers à faire travailler en ligne tous les élèves de l'établissement, sans perte de temps, ni perte du programme.

Nous avons subi, comme tout le monde, les affres de la crise économique, mais avec un dialogue permanent et transparent avec les familles et le personnel, nous avons pu garder la même qualité d'excellence du service pédagogique offert à nos jeunes. Je salue ici la résilience de toute la communauté éducative du Lycée Montaigne, familles et personnels.

Je voudrais ici, devant vous, remercier la France et saluer les actions initiées par son ambassade au Liban, qui n'a pas hésité à venir en aide aux familles libanaises pour les fidéliser au système éducatif français, ainsi qu'aux établissements français pour les soutenir, surtout au niveau énergétique et sécuritaire.

Conclusion

En somme, comme vous l'avez remarqué, les défis auxquels sont confrontés les établissements francophones au Liban sont nombreux et variés, reflétant la complexité de la crise actuelle. Face à cette situation, il est crucial pour ces institutions de faire preuve de résilience, d'innovation et de solidarité pour continuer à offrir une éducation de qualité. Cela passe par une gestion rigoureuse des ressources, une adaptation aux nouvelles réalités, et un engagement renouvelé envers la mission éducative à la française, tout en restant ancrées dans la réalité libanaise. Les solutions ne peuvent être que collectives et nécessitent l'implication de toutes les parties prenantes pour traverser cette période difficile et préparer un avenir meilleur pour les jeunes générations.
